LE FINANCEMENT EN UN COUP D'ŒIL

BUDGET TOTAL, GRANDS LEVIERS ET ÉQUILIBRE

BUDGET TOTAL SUR 5 ANS (2027–2032)

1 333,34 Md€

soit 266,668 Md€ par an
en moyenne (2027–2032)

Un plan d'investissement massif et ciblé pour transformer la France, renforcer sa souveraineté et améliorer durablement la vie des Français.

+ 3,0 %
de PIB à Horizon 2032
Grâce aux investissements et aux réformes

82,5 Md€
de potentiel d'économies structurelles
À horizon 2032 et au-delà

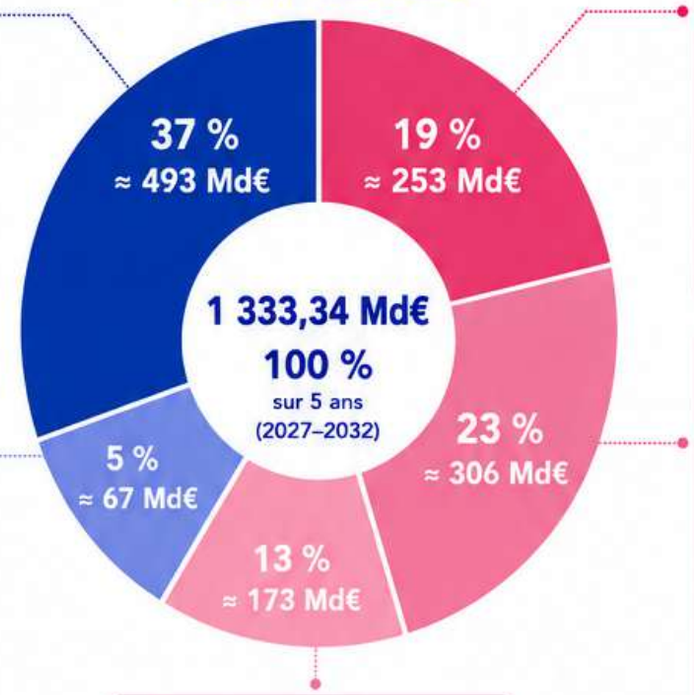
+ 400 000
emplois créés ou soutenus par an
En moyenne sur la période 2027–2032

0 €
augmentation d'impôts
Un financement sans hausse des prélèvements

Pilotage responsable
Un programme équilibré, maîtrisé et orienté vers l'impact concret

Ces indicateurs mesurent l'impact économique et social du programme. **Ils ne constituent pas des sources de financement.**

RÉPARTITION DES SOURCES DE FINANCEMENT SUR 5 ANS (2027–2032)



RECETTES PUBLIQUES ET ÉCONOMIES
37 % ≈ 493 Md€

- Recettes fiscales et parafiscales supplémentaires
- Économies structurelles et redéploiements
- Retours des actions et partenariats publics

Montants intégrés et intégrés dans le plan.

FINANCEMENTS EUROPÉENS
19 % ≈ 253 Md€

- Fonds européens disponibles
- Instruments européens dédiés
- Mobilisation à travers des cofinancements
- Programmes R&I et numériques

À sécuriser
Montants soumis à négociations et/ou validations.

LEVIERS COMPLÉMENTAIRES
5 % ≈ 67 Md€

- Patrimoine public et foncier
- Recettes domaniales, redevances et concessions
- Dividendes d'entreprises publiques
- Valorisation d'actifs publics

Potentiel / Scénarios
Hypothèses prudentes basées sur des scénarios.

EMPRUNTS ET FINANCEMENTS DIVERSIFIÉS
23 % ≈ 306 Md€

- Emprunts de l'État
- Obligations vertes et sociales
- Partenariats financiers privés et institutionnels
- Financements bancaires

À sécuriser
Montants conditionnés aux conditions de marché et aux arbitrages.

CONTRIBUTIONS DES ACTEURS PUBLICS
13 % ≈ 173 Md€

- Collectivités locales et leurs opérateurs
- Entreprises publiques
- Établissements et opérateurs publics
- Co-investissements et partenariats public-privé (PPP)

Intégré
Engagements en cours ou inscrits au plan.

À RETENIR

- Un programme intégralement financé sur 5 ans sans hausse d'impôts.
- Des financements diversifiés, responsables et soutenables.
- Un équilibre global du budget respecté : **1 333,34 Md€.**
- Une transparence totale sur la nature et le statut de chaque levier.

CLÉS DE LECTURE

- **Intégré** — Montants inscrits et intégrés dans le plan.
- **À sécuriser** — Montants conditionnés à des négociations ou validations.
- **Potentiel / Scénarios** — Hypothèses prudentes basées sur des scénarios.
- **À documenter** — Leviers identifiés en cours de consolidation.

Les montants peuvent présenter de très légers écarts liés aux arrondis.

NOTRE ENGAGEMENT

Chaque euro investi vise des résultats concrets : croissance, emplois, transition écologique, souveraineté et justice sociale.
Un pilotage rigoureux, transparent et tourné vers l'intérêt général.

LE BUDGET DU PROGRAMME SUR 5 ANS

20 CHAPITRES • RÉPARTITION DU BUDGET • 2027–2032

BUDGET DU PROGRAMME

1 333,34 Md€

sur 5 ans • soit 266,668 Md€ par an en moyenne

Base budgétaire de référence du dossier.

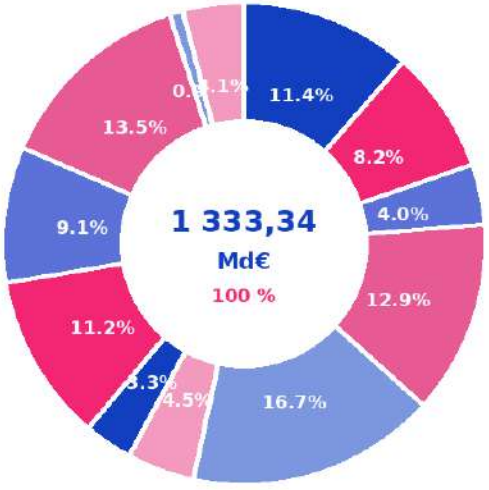
LES 20 CHAPITRES

Budget 5 ans • Md€

1	Pouvoir d'achat	152.50
2	Santé pour tous	110.00
3	Éducation et jeunesse	53.86
4	Services publics	40.70
5	Sécurité pour tous	33.50
6	Justice	29.00
7	Emploi	70.00
8	Industrie - France Tech 2032	102.50
9	Logement	115.00
10	Retraite	107.50
11	Agriculture	43.50
12	Souveraineté énergétique et écologique	150.00
13	France et Europe dans le monde	100.00
14	Immigration	12.00
15	Défense	80.00
16	Culture, sport et vie associative	32.00
17	Protection des animaux	22.50
18	Institutions	8.28
19	Réforme de l'État et fonction publique	11.50
20	Protection des Français face aux crises	59.00

RÉPARTITION PAR GRANDS BLOCS

Regroupement des 20 chapitres



- **Pouvoir d'achat** — 152.50 Md€ • 11.4 %
- **Agriculture** — 43.50 Md€ • 3.3 %
- **Santé** — 110.00 Md€ • 8.2 %
- **Énergie & écologie** — 150.00 Md€ • 11.2 %
- **Éducation & jeunesse** — 53.86 Md€ • 4.0 %
- **Sécurité, justice & crises** — 121.50 Md€ • 9.1 %
- **Économie & emploi** — 172.50 Md€ • 12.9 %
- **Défense & France dans le monde** — 180.00 Md€ • 13.5 %
- **Logement & retraites** — 222.50 Md€ • 16.7 %
- **Immigration** — 12.00 Md€ • 0.9 %
- **Services publics & État** — 60.48 Md€ • 4.5 %
- **Culture, sport & protection animale** — 54.50 Md€ • 4.1 %

Répartition calculée sur le budget total de 1 333,34 Md€.

LES RECETTES FISCALES

FISCALITÉ • FRAUDE • ASSIETTE • RECOUVREMENT

LE SOCLE FISCAL EXISTANT

356,4 Md€

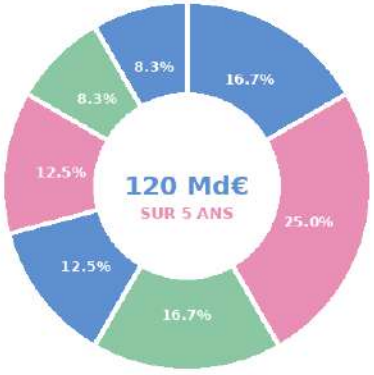
recettes fiscales nettes de l'État en 2025

Repère annuel de référence — distinct des recettes supplémentaires du programme.

LES 7 LEVIERS DE RECETTES SUPPLÉMENTAIRES

120 Md€ sur 5 ans • répartition exacte du plan de financement

LEVIER	Md€ / 5 ANS	% DU TOTAL
Contribution temporaire de redressement sur les très hauts revenus	20	16.7 %
Réforme ciblée des niches fiscales	30	25.0 %
Réforme des niches sociales	20	16.7 %
Lutte contre optimisation agressive des multinationales	15	12.5 %
Fiscalité environnementale redistribuée	15	12.5 %
Fiscalité des rachats d'actions / distributions exceptionnelles	10	8.3 %
Rationalisation de la fiscalité patrimoniale	10	8.3 %
	120	100 %



LUTTE CONTRE LA FRAUDE FISCALE ET SOCIALE

35 Md€ sur 5 ans

- Fraude TVA — 12 Md€
- Fraude fiscale patrimoniale et internationale — 10 Md€
- Fraude sociale aux prestations — 5 Md€
- Fraude aux cotisations — 8 Md€

LES PISTES FISCALES DU PROGRAMME

EXISTANT
356,4 Md€
recettes fiscales nettes 2025

SUPPLÉMENTAIRE
120 Md€
7 mesures sur 5 ans

FRAUDE
35 Md€
fiscale + sociale sur 5 ans

LES ÉCONOMIES STRUCTURELLES

RÉDUIRE LES DÉPENSES SANS RÉDUIRE LES SERVICES ESSENTIELS

LE PLAN DOCUMENTE 8 LEVIERS D'ÉCONOMIES / RECETTES

292,85 Md€

sur 5 ans

Total des montants inscrits dans les 8 leviers du « Plan équilibre 5 ans ».

ÉCONOMIE BRUTE ≠ ÉCONOMIE NETTE

ÉCONOMIE BRUTE
292,85 Md€
montants des 8 leviers documentés

REDÉPLOIEMENTS
à distinguer
dépenses maintenues ou réaffectées

COÛTS DE MISE EN ŒUVRE
à distinguer
transition, accompagnement, réforme

ÉCONOMIE NETTE = économie brute − redéploiements − coûts de mise en œuvre

LES 8 LEVIERS STRUCTURELS

Montants documentés sur 5 ans • Md€

1. **Revue des dépenses de l'État et opérateurs** — 70.00 Md€ Économie
2. **Santé : pertinence, fraude et achats** — 55.00 Md€ Économie
3. **Emploi / chômage / formation** — 40.00 Md€ Économie
4. **Achats publics et commande publique** — 35.00 Md€ Économie
5. **Aides et niches à faible efficacité** — 30.00 Md€ Économie / recette
6. **Collectivités : mutualisation et fonctionnement** — 25.00 Md€ Économie
7. **Énergie et dépenses publiques évitées** — 20.00 Md€ Économie
8. **Recettes non fiscales supplémentaires** — 17.85 Md€ Recette

À RETENIR

292,85 Md€ correspondent aux leviers documentés sur 5 ans.
Leur contribution au financement net dépend des redéploiements et des coûts de mise en œuvre.
Aucun montant d'économie nette supplémentaire n'est inventé sur cette page.

IMMIGRATION
COÛTS & ÉCONOMIES

CHAPITRE 14 • BUDGET DE LA POLITIQUE MIGRATOIRE

BUDGET DU CHAPITRE 14

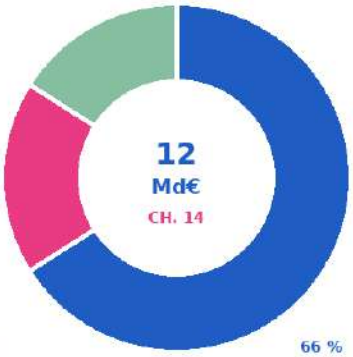
12 Md€

sur 5 ans • 2,4 Md€ par an en moyenne

Budget inscrit dans le tableau des 20 chapitres du programme.

LES 12 Md€ DE POLITIQUE MIGRATOIRE

Architecture du chapitre • 5 ans



Asile & accueil	66 %
Intégration & nationalité	18 %
Immigration, séjour & éloignement	16 %

EFFETS BUDGÉTAIRES INDIRECTS

Les postes à surveiller dans le modèle

SANTÉ	dépenses de soins et dispositifs d'accès
LOGEMENT	hébergement, APL et dispositifs d'urgence
ÉCOLE	accueil, accompagnement et capacités locales
COLLECTIVITÉS	coûts locaux de fonctionnement et de services
ADMINISTRATION	instruction, séjour, asile et éloignement
IRRÉGULIÈRE	contrôle, éloignement et lutte contre les filières

DEUX COMPTES À NE PAS CONFONDRE

BUDGET DE LA POLITIQUE MIGRATOIRE

12 Md€

• crédits directement inscrits au chapitre 14

EFFETS INDIRECTS

à mesurer séparément

• santé
logement
école
collectivités
administration

RÈGLE DE LECTURE

Le programme fixe 12 Md€ pour le chapitre 14. Les effets indirects sont suivis séparément **afin de ne pas présenter comme économies du chapitre des dépenses relevant d'autres politiques publiques.**

LA CROISSANCE

COMME LEVIER DE FINANCEMENT

SCÉNARIO : +0,5 POINT DE CROISSANCE ANNUELLE

UN EFFET CUMULATIF SUR 5 ANS

+0,5 point

de croissance réelle supplémentaire chaque année

Scénario de travail par rapport à une trajectoire de référence.

EFFETS MACROÉCONOMIQUES — ORDRES DE GRANDEUR

PIB

≈ +227 Md€

écart cumulé de PIB sur 5 ans

EMPLOI

≈ +300 000

emplois à terme dans le scénario

CONSOMMATION

≈ +125 Md€

consommation supplémentaire cumulée

ÉCART DE PIB PAR ANNÉE

Base : PIB 2025 = 2 991,1 Md€ • simulation du différentiel de croissance.



Cumul des écarts annuels : +227 Md€ de PIB.

DU PIB AUX RECETTES PUBLIQUES

≈ 90–105 Md€

ordre de grandeur cumulé des recettes publiques supplémentaires

Scénario central illustratif : ≈ 100 Md€

TVA

≈ 30 Md€

consommation

COTISATIONS

≈ 32 Md€

masse salariale

IR

≈ 20 Md€

revenus des ménages

IS

≈ 15 Md€

bénéfices des entreprises

Les quatre canaux sont consolidés : ils ne s'additionnent qu'une seule fois sur une même base de PIB.

RÈGLE ANTI-DOUBLE COMPTAGE

Une même hausse d'activité génère simultanément TVA, cotisations, IR et IS.

Le retour fiscal consolidé est donc calculé une seule fois sur l'effet macroéconomique global.

LES INVESTISSEMENTS ÉTRANGERS

ATTRACTIVITÉ → INVESTISSEMENT → EMPLOIS → RECETTES

LA FRANCE ATTIRE DÉJÀ DES INVESTISSEMENTS

1 878
décisions d'investissement étranger en 2025

47 734
emplois créés ou maintenus

1 021
entreprises étrangères porteuses de projets

57,3 Md€
d'exportations générées en 2024 par les entreprises ac
par Business France entre 2014 et 2024

COMMENT LE PROGRAMME RENFORCE L'ATTRACTIVITÉ

COMPÉTITIVITÉ
énergie, fiscalité, délais et coût d'implantation

RÉINDUSTRIALISATION
foncier, infrastructures, chaînes de valeur

INNOVATION
R&D, IA, numérique, technologies stratégiques

STABILITÉ
visibilité réglementaire et accompagnement des projets

TALENTS
compétences, formation et recrutement

TERRITOIRES
implantations industrielles hors grands pôles

LA CHAÎNE ÉCONOMIQUE



RECETTES POTENTIELLES : À ISOLER DES HYPOTHÈSES

Le dossier ne fournit pas de montant fiscal autonome attribuable aux seuls investissements étrangers.

EFFETS MESURABLES / RÉFÉRENCES	RECETTES POTENTIELLES	HYPOTHÈSES / MODÈLE
47 734 emplois 2025	Non chiffrées séparément	conversion emplois → salaires → cotisations / IR
57,3 Md€ d'exportations 2024*	Non chiffrées séparément	effet sur activité, TVA et IS
1 878 décisions 2025	Non chiffrées séparément	qualité, durée et taille des implantations
354 projets industriels 2025**	Non chiffrées séparément	capex, valeur ajoutée et emplois induits

* Exportations générées en 2024 par les entreprises accompagnées par Business France entre 2014 et 2024.
** Référence EY 2026 : 354 investissements industriels étrangers en France en 2025.

À RETENIR

L'investissement étranger crée une base économique taxable, mais le rendement fiscal doit être calculé sur les emplois, salaires, consommation, bénéfices et flux réellement additionnels — sans double comptage.

COMMERCE EXTÉRIEUR & PARTENARIATS

OBJECTIF 2027-2032 • DIVERSIFIER LES DÉBOUCHÉS ET AUGMENTER LA VALEUR AJOUTÉE FRANÇAISE

LE POINT DE DÉPART

1 009 Md€

d'exportations françaises de biens et services en 2025

Donnée Insee : biens + services, avant tout scénario de programme.
Le commerce de biens représente à lui seul environ 615 Md€ d'exportations en 2025.

POTENTIEL D'EXPORTATIONS SUPPLÉMENTAIRES — 5 ANS

Scénario de travail : objectifs potentiels, non additionnels avec les autres mesures macroéconomiques.

AXE	POTENTIEL EXPORT	VALEUR AJOUTÉE / AN	RETOUR PUBLIC
Nouveaux partenariats commerciaux	15 Md€	≈ 6 Md€	≈ 1,5–2,5 Md€
Afrique	12 Md€	≈ 5 Md€	≈ 1,2–2,0 Md€
Partenaires historiques	8 Md€	≈ 3,5 Md€	≈ 0,8–1,4 Md€
Diversification des marchés	20 Md€	≈ 8 Md€	≈ 2,0–3,2 Md€
Industrie française	40 Md€	≈ 18 Md€	≈ 4,0–7,0 Md€
Agriculture & agroalimentaire	12 Md€	≈ 5 Md€	≈ 1,0–1,8 Md€
Énergie	18 Md€	≈ 7 Md€	≈ 1,5–2,8 Md€
Technologies & numérique	25 Md€	≈ 12 Md€	≈ 2,5–4,5 Md€

SCÉNARIO CENTRAL : ≈ 150 Md€ D'EXPORTATIONS SUPPLÉMENTAIRES SUR 5 ANS

LE RETOUR FISCAL N'EST PAS ÉGAL AU CHIFFRE D'AFFAIRES

Sur le scénario central, le retour budgétaire potentiel est estimé autour de

≈ 15–25 Md€ sur 5 ans

Il correspond uniquement aux prélèvements liés à la valeur ajoutée réellement produite en France :

- **IS** — bénéfices imposables
- **Cotisations** — emplois et salaires
- **IR** — revenus supplémentaires
- **TVA** — consommation domestique induite

RÈGLE DU MODÈLE

Les 150 Md€ sont un objectif sectoriel de scénario : ils ne sont pas ajoutés aux autres scénarios de croissance, d'investissement ou de réindustrialisation lorsqu'ils portent sur les mêmes flux.

LES AIDES AUX ENTREPRISES

AUDIT • CIBLAGE • EFFICACITÉ • ADDITIONNALITÉ

LE PÉRIMÈTRE LARGE DE RÉFÉRENCE

111,9 Md€

d'aides aux entreprises en 2023

Périmètre du Haut-commissariat à la Stratégie et au Plan, hors exonérations générales de cotisations sociales.

Ce montant regroupe des mécanismes de nature différente : il ne signifie pas 111,9 Md€ de subventions versées en trésorerie.

COMPOSITION DU PÉRIMÈTRE 111,9 Md€

Subventions / aides budgétaires
39,4 Md€

Dépenses fiscales
52,0 Md€

Aides financières
17,3 Md€

Exonérations sociales ciblées
3,2 Md€



LE CIBLAGE DU PROGRAMME

20 Md€ **de réduction / ciblage des aides aux entreprises sur 5 ans**

Le plan de financement prévoit de conditionner les aides à :

- **EMPLOI** — créations / maintien d'emplois
- **INVESTISSEMENT** — capacité productive et modernisation
- **SOUVERAINETÉ** — industrie, énergie, technologies stratégiques

CE QUI EST CIBLÉ

DOUBLONS
plusieurs dispositifs poursuivant un objectif proche

ABSENCE D'ADDITIONNALITÉ
aides sans effet démontré sur la décision d'investir / embaucher

AIDES INEFFICACES
rendement économique ou social insuffisant

AIDES DE CRISE
dispositifs temporaires devenus sans objet

DISPOSITIFS RÉGIONAUX REDONDANTS
superposition avec des dispositifs nationaux ou voisins

AIDES EFFICACES
maintien et renforcement des dispositifs performants

RÈGLE : ON NE SUPPRIME PAS L'AIDE EFFICACE

L'objectif est de déplacer les crédits des dispositifs sans additionnalité vers ceux qui créent réellement emploi, investissement et souveraineté.

LES GAFAM
& LA FISCALITÉ NUMÉRIQUE

TAXE SUR LES SERVICES NUMÉRIQUES • SCÉNARIO 2027-2032

LE POINT DE DÉPART

TSN 3 %

taux français de référence

La taxe française sur les services numériques a été créée à 3 % du chiffre d'affaires numérique taxable réalisé en France.

Le rendement attendu lors de sa création était d'environ 500 M€ par an.

→ LE PROGRAMME PROPOSE UN SCÉNARIO À 5 %

3 % → 5 % : CE QUI CHANGE

RÉGIME ACTUEL

3 %

≈ 500 M€ / an

rendement annoncé lors de la création

SCÉNARIO DU PROGRAMME

5 %

≈ 833 M€ / an*

ordre de grandeur mécanique à base taxable inchangée

RENDEMENT POTENTIEL DU SCÉNARIO

≈ 4,2 Md€ **sur 5 ans***

≈ 0,83 Md€ / an

Calcul indicatif : 500 M€ × (5 / 3) ≈ 833 M€ par an, puis × 5 ans.

Le rendement réel peut différer si l'assiette taxable, les comportements ou le périmètre changent.

ASSIETTE ET PÉRIMÈTRE

PUBLICITÉ CIBLÉE

services de publicité fondés sur les données des utilisateurs

DONNÉES UTILISATEURS

vente de données à des fins publicitaires

PLATEFORMES

mise en relation / intermédiation entre utilisateurs

MENTION OBLIGATOIRE

SCÉNARIO PROPOSÉ, PAS RECETTE ACTUELLEMENT VOTÉE.

Le rendement de 4,2 Md€ est une projection construite à partir du rendement historique annoncé, pas une recette budgétaire acquise.

LA FRANCE & LE MODÈLE NORVÉGIEN

L'ÉTAT PEUT ÊTRE PROPRIÉTAIRE D'ACTIFS PRODUCTIFS

LE MODÈLE NORVÉGIEN — 2025

68
sociétés détenues directement

1 296 Md NOK
valeur des participations publiques

75,6 Md NOK
dividendes reçus par l'État

120,1 Md NOK
dividendes + rachats d'actions

Rapport de propriété de l'État norvégien 2025 : 68 sociétés à fin 2025, plus de 333 000 salariés.

LE PRINCIPE

PARTICIPATIONS PUBLIQUES → ENTREPRISES RENTABLES → DIVIDENDES → RECETTES NON FISCALES

TRANSPOser LE PRINCIPE EN FRANCE

1. **CIBLER** — actifs stratégiques, rentables ou à fort potentiel de rendement
2. **PROFESSIONNALISER** — mandat de rendement, gouvernance et transparence
3. **INVESTIR** — augmentations de capital seulement lorsque la création de valeur est démontrable
4. **DISTRIBUER** — dividendes et rachats d'actions comme recettes non fiscales

CE QUE MONTRE L'EXEMPLE NORVÉGIEN

75,6 Md NOK de dividendes ≈ 6,5 Md€*

120,1 Md NOK de distributions totales ≈ 10,3 Md€*

* Conversion indicative à 1 € ≈ 11,6 NOK : le chiffre sert uniquement à donner un ordre de grandeur.

RÈGLE POUR LA FRANCE

L'objectif n'est pas de copier la Norvège ni de promettre un rendement identique :
il s'agit d'appliquer une logique d'actionnaire public à des actifs où la rentabilité et l'intérêt stratégique sont démontrables.

CRÉER DES ENTREPRISES STRATÉGIQUES FRANÇAISES

RENTABILITÉ + SOUVERAINETÉ + INTÉRÊT STRATÉGIQUE

L'ÉTAT ACTIONNAIRE : CHANGER D'ÉCHELLE

209,1 Md€

valeur du portefeuille APE au 30 juin 2025

87 entreprises • 67,9 Md€ de participations cotées

Référence : portefeuille existant — il ne s'agit pas d'un budget nouveau.

10 SECTEURS • ORDRES DE GRANDEUR DU MARCHÉ

ÉNERGIE	EDF, Engie, Eramet	209 Md€ de portefeuille APE inclut déjà l'énergie
IA	data centers / calcul / modèles	40,8 Md€ d'annonces Choose France 2025
INFRASTRUCTURES	réseaux / transports	49,4 Md€ d'achats Etat hors défense en 2025
SANTÉ	biotech / bioproduction	16 % des capitaux Tibi ciblés santé
CYBER	technologies critiques	secteur stratégique IEF
NUMÉRIQUE	Orange / infrastructures	6,8 % du portefeuille coté APE
DÉFENSE	Airbus / Safran / Thales	62,5 % du portefeuille coté APE
PATRIMOINE	actifs stratégiques	sélection au cas par cas
MINERAIS	matières premières critiques	secteur soumis au contrôle IEF
SPATIAL	satellites / lanceurs	secteur stratégique IEF

CAPITAL À MOBILISER : UN SCÉNARIO, PAS UNE RECETTE

30 Md€ **d'apports publics cumulés sur 5 ans**

≈ 6 Md€ / an rythme moyen si l'effort était linéaire

Objectif : créer / renforcer quelques actifs capables de générer de la valeur, des emplois
et, pour les participations rentables, des dividendes futurs. Ce 30 Md€ est une hypothèse de programme.

Il ne s'ajoute pas aux 209,1 Md€ existants : il représente un effort nouveau proposé.

EXEMPLES DE REPÈRES EXISTANTS

IA / NUMÉRIQUE
40,8 Md€
53 annonces Choose France 2025

TECHNOLOGIES
15 Md€
objectif Tibi relevé en 2025

DEFENSE / AERO
62,5 %
part de la valeur du portefeuille coté APE

ÉNERGIE
17,4 %
part de la valeur du portefeuille coté APE

RÈGLE DE DÉCISION

Aucune création automatique : rentabilité + souveraineté + intérêt stratégique.
Les 30 Md€ constituent un scénario d'investissement, pas une recette et pas une économie budgétaire.

FRANCE PATRIMOINE

VALORISER ÉCONOMIQUEMENT • CONSERVER LE CONTRÔLE PUBLIC

UN PATRIMOINE IMPORTANT À MIEUX VALORISER

73,3 Md€

valorisation comptable de l'immobilier de l'État — 2022

192 550 bâtiments • près de 95 millions de m²

Repère officiel de la Cour des comptes : le patrimoine immobilier est vaste, mais hétérogène.

LE MODÈLE « FRANCE PATRIMOINE »

ÉTAT — conserve le contrôle → **ACTIF** — mise en valeur → **CAPITAL** — ouverture limitée → **REVENUS** — loyers / dividendes → **PATRIMOINE** — protection durable

CE QUI EST POSSIBLE / CE QUI DOIT ÊTRE VÉRIFIÉ

POSSIBLE	**Valoriser des actifs publics par location, concession, occupation ou autres montages adaptés.**	Gestion patrimoniale publique
POSSIBLE	**L'État peut détenir des participations et recevoir des dividendes lorsqu'il est actionnaire.**	Actionnariat public
À VÉRIFIER	**Ouvrir le capital d'un véhicule patrimonial sans perdre le contrôle public : forme juridique, seuils, gouvernance.**	Montage à définir
À VÉRIFIER	**Compatibilité de chaque opération avec le régime du domaine public : certains biens sont inaliénables et imprescriptibles.**	Domaine public
PROJET	**Créer une structure « France Patrimoine » dédiée et définir ses actifs, son capital et son rendement cible.**	Proposition du programme

RENDEMENT POTENTIEL : NE PAS PROMETTRE UN CHIFFRE ARTIFICIEL

Objectif de gestion

→ loyers + redevances + dividendes + valorisation des actifs

Un rendement financier devra être calculé actif par actif, après coûts d'entretien, travaux, financement et fiscalité.

Aucun montant de recettes n'est présenté ici comme acquis : le programme doit d'abord définir le périmètre du véhicule.

RÈGLE PATRIMONIALE

Ouvrir le capital ne signifie pas vendre le patrimoine : contrôle public, clauses de protection et intérêt patrimonial restent prioritaires.

LES FINANCEMENTS EUROPÉENS

MOBILISER LES FONDS EUROPÉENS POUR RÉDUIRE LE BESOIN DE FINANCEMENT NATIONAL

FRANCE • POLITIQUE DE COHÉSION 2021-2027

16,8 Md€	27,68 Md€	10,88 Md€	60,7 %
financement européen de cohésion	financement total planifié	cofinancements nationaux ≈	part européenne du financement planifié

FEDER + FSE+ + FTJ/JTF • données Commission européenne, situation au 12/2024.

LE MÉCANISME FINANCIER

1. **DÉPENSE ÉLIGIBLE** — projet français répondant aux règles du fonds
2. **COFINANCEMENT UE** — une partie de la dépense est prise en charge par l'UE
3. **MOINS À FINANCER** — le besoin de financement national diminue

27,68 Md€ : QUI FINANCE ?

16,8 Md€ UE | **≈ 10.88 Md€ national**

Part UE **60,7 %** — Part nationale **≈ 39,3 %**

Attention : les 10,88 Md€ sont un calcul de différence entre financement total planifié et part UE ; ils ne constituent pas une nouvelle donnée autonome.

LES TROIS FONDS DE LA PAGE

FEDER
développement régional, innovation, énergie, infrastructures

FSE+
emploi, compétences, inclusion sociale

FTJ / JTF
transition juste des territoires fortement exposés à la transition

RÈGLE DE GESTION

ARGENT EUROPÉEN ≠ ARGENT GRATUIT

Le cofinancement est conditionné à l'éligibilité, aux règles des programmes et au respect des contreparties nationales.

QUELS PROGRAMMES EUROPÉENS MOBILISER ?

10 LEVIERS • 2026 • CHIFFRES DU BUDGET EUROPÉEN

LE BUDGET UE 2026

192,8 Md€

en crédits d'engagement

190,1 Md€ en crédits de paiement

LES PROGRAMMES À MOBILISER

FEDER
34,3 Md€ — Cohésion / investissement régional

Fonds de cohésion
7,8 Md€ — Infrastructures et environnement

PAC — FEADER
13,3 Md€ — Développement rural

InvestEU
299 M€ — Garantie / investissement

Erasmus+
4,3 Md€ — Mobilité / éducation / formation

CEF — Énergie
1,0 Md€ — Infrastructures énergétiques

Digital Europe
1,0 Md€ — Numérique / IA / cybersécurité

FSE+
14,5 Md€ — Emploi / compétences / inclusion

PAC — FEAGA
40,0 Md€ — Paiements directs agricoles

Horizon Europe
13,0 Md€ — Recherche et innovation

LIFE
814 M€ — Environnement / climat

CEF — Transport
1,7 Md€ — Réseaux transeuropéens

CEF — Numérique
323 M€ — Connectivité numérique

CE QUE LA FRANCE PEUT RÉELLEMENT MOBILISER

16,8 Md€ **de cohésion 2021-2027 déjà planifiés pour la France**

≈ 27,68 Md€ de financement total des programmes de cohésion concernés

Les montants nationaux des autres programmes ne peuvent pas être déduits du budget UE : ils dépendent des appels, critères, taux de cofinancement et projets français.

RÈGLE DU DOSSIER

BUDGET UE ≠ ENVELOPPE FRANÇAISE DISPONIBLE

Seuls les financements réellement accessibles à la France et éligibles aux projets sont comptés dans le plan.

FRANCE STACK

RÉDUIRE LES FUITES

FRAUDE → INDUS → ERREURS → RECOUVREMENT → ÉCONOMIES

LE POTENTIEL EST DÉJÀ MESURÉ

17,1 Md€
droits et pénalités fiscaux notifiés en 2025

11,4 Md€
encaissés après contrôles fiscaux

3,1 Md€
fraudes sociales détectées / évitées / redressées

20+ Md€
fiscal + social détectés / redressés en 2025

Chiffres 2025 : ministère de l'Économie et des Finances.

5 SOURCES DE RÉCUPÉRATION

FRAUDE FISCALE — contrôles ciblés • data-mining
11,4 Md€ encaissés en 2025

FRAUDE SOCIALE — croisement des données • contrôles
3,1 Md€ détectés/évités/redressés

INDUS — prestations ou aides versées à tort
cible : éviter avant paiement

ERREURS — fiabilisation des déclarations
gain = dépense évitée / corrigée

RECOUVREMENT — créances déjà constatées
accélérer l'encaissement

UN OBJECTIF CHIFFRÉ, SANS AUGMENTER LES TAUX

13 Md€ encaissés en 2024 au titre des fraudes détectées

+20 Md€ détectés / redressés en 2025

Scénario France Stack

+5 Md€ / an de ressources ou dépenses évitées à terme

→ objectif de programme : améliorer le taux de détection, empêcher les indus en amont et accélérer le recouvrement.

Le +5 Md€/an est un scénario de programme, pas une donnée statistique officielle.

L'IA ET LE DATA-MINING : LEVIER DÉJÀ OPÉRATIONNEL

2,8 Md€ recouvrés grâce au data-mining fiscal en 2025

52 % des dossiers professionnels clos orientés par IA

54 %+ des dossiers particuliers clos orientés par IA

L'objectif est de cibler les anomalies et les fraudes, pas d'augmenter automatiquement la pression fiscale.

RÈGLE FRANCE STACK

RÉCUPÉRER CE QUI EST DÛ • ÉVITER CE QUI EST INDÛ • RECOUVRER CE QUI EST DÉJÀ DÛ

Aucun relèvement des taux n'est nécessaire pour les gains provenant de la fraude, des erreurs et du recouvrement.

IA ET PRODUCTIVITÉ DE L'ÉTAT

AUTOMATISER • SIMPLIFIER • MUTUALISER • MESURER

DES RÉSULTATS DÉJÀ OBSERVABLES

20,4 M€
d'économies en 2022 grâce à 5 systèmes d'IA de B

60 M€
trajectoire d'économies 2024 sur ce même périmè

2,8 Md€
recouvrés par le data-mining fiscal en 2025

3 000
agents DGFiP sélectionnés pour expérimenter l'IA gé

Les 20,4 M€ et 60 M€ concernent un périmètre spécifique de systèmes d'IA à Bercy : ils ne sont pas extrapolés à tout l'État.

LES 6 LEVIERS

AUTOMATISATION
traiter automatiquement les tâches standardisées

IA ADMINISTRATIVE
résumer, reformuler, rechercher, assister les agents

DÉTECTION DE FRAUDE
cibler les contrôles et anomalies

SIMPLIFICATION
réduire formulaires, ressaisies et délais

TÂCHES RÉPÉTITIVES
libérer du temps agent pour les tâches à valeur ajoutée

MUTUALISATION IT
réutiliser données, outils, cloud et composants

PRODUCTIVITÉ ≠ ÉCONOMIE BUDGÉTAIRE IMMÉDIATE

20,4 M€ **économies effectivement constatées en 2022 sur 5 systèmes d'IA**

60 M€ trajectoire 2024 sur ce périmètre

→ Un gain de productivité peut d'abord :

- absorber davantage de dossiers
- améliorer la qualité
- réduire les délais
- éviter des recrutements futurs

INDICATEURS À SUIVRE

TEMPS AGENT
heures économisées / dossier

COÛT UNITAIRE
coût par démarche / dossier

DÉLAI
temps moyen de traitement

QUALITÉ
taux d'erreur / reprise

CAPACITÉ
dossiers traités / agent

ÉCONOMIE
dépense réellement évitée

OBJECTIF DU PROGRAMME

+ PRODUCTIVITÉ → + CAPACITÉ ADMINISTRATIVE → ÉCONOMIES QUAND LES POSTES / PRESTATIONS SONT RÉELLEMENT ÉVITÉS

Aucun chiffre global d'économie n'est inventé : l'impact doit être mesuré administration par administration.

COMMANDE PUBLIQUE

ACHETER MIEUX POUR DÉPENSER MOINS

MUTUALISER • NÉGOCIER • STANDARDISER • CONTRÔLER

UNE MASSE D'ACHATS DE PLUS DE 200 Md€ PAR AN

233 Md€	49,4 Md€	25,9 Md€	130 000
marchés publics passés en 2024	achats de l'Etat hors défense/sécurité en 2025	achats défense/sécurité de l'Etat en 2025	acheteurs publics environ

233 Md€ : chiffre 2024 communiqué par le ministère ; 49,4 et 25,9 Md€ : données DAE 2025.

LES 6 LEVIERS D'ÉCONOMIES

MUTUALISATION
505 conventions de groupement de commandes en cours

ACHATS GROUPÉS
3,73 Md€ d'achats interministériels en 2024

NÉGOCIATION
accords-cadres et massification des volumes

STANDARDISATION
référentiels communs, contrats et clauses types

SURCOÛTS
comparaison des prix et détection des écarts

CONTRATS
pilotage des engagements et contrôle des prestations

LE GISEMENT : 49,4 Md€ D'ACHATS DE L'ÉTAT

24,4 Md€ **ministères**

25,0 Md€ **établissements publics et organismes**

3,73 Md€ **achats interministériels mutualisés en 2024**

1,78 Md€ commandes UGAP en 2024

1,95 Md€ marchés interministériels nationaux/régionaux en 2024

SCÉNARIO DE RÉDUCTION DES COÛTS

2 % **d'économie sur 49,4 Md€ = 0,99 Md€ / an**

3 % = 1,48 Md€ / an

5 % = 2,47 Md€ / an

Ces trois montants sont des scénarios mathématiques sur le périmètre DAE 2025, pas des économies acquises.

RÈGLE : ÉCONOMIE BRUTE ≠ ÉCONOMIE RÉCUPÉRABLE

Prix négocié ↓ → économie brute → coûts de transition / qualité / volume → économie réellement récupérable.

L'objectif est de mesurer l'économie nette effectivement disponible pour le budget.

LES RETOURS ÉCONOMIQUES DU PROGRAMME

INVESTIR → PRODUIRE → EMPLOYER → CONSOMMER → PRÉLEVER → RETOURNER

LE CONTEXTE MACROÉCONOMIQUE

0,8 %	**52,1 %**	**43,6 %**	**152,5 Md€**
croissance du PIB réel en 2025	recettes publiques / PIB	prélèvements obligatoires / PIB	déficit public en 2025

Sources : Insee, comptes nationaux et comptes des administrations publiques 2025.

LA CHAÎNE DE RETOUR

INVESTISSEMENT PUBLIC	ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE	EMPLOIS	SALAIRES	CONSOMMATION	TVA + COTISATIONS + IR + IS
dépense initiale	PIB / valeur ajoutée	masse salariale	revenu disponible	demande / TVA	recettes publiques

LES RECETTES PUBLIQUES QUI RÉAGISSENT À L'ACTIVITÉ

RECETTES PUBLIQUES	**≈ 1 679 Md€**	52,1 % du PIB en 2025
PRÉLÈVEMENTS OBLIGATOIRES	**≈ 1 404 Md€**	43,6 % du PIB en 2025
COTISATIONS SOCIALES EFFECTIVES	**+13,9 Md€**	+3,2 % en 2025
IMPÔT SUR LE REVENU	**+7,6 Md€**	+7,9 % en 2025
IMPÔT SUR LES SOCIETES	**+2,1 Md€**	+3,7 % en 2025
TVA	**croissance inférieure à son assiette**	effet lié à la consommation taxable

SCÉNARIO ILLUSTRATIF : +10 Md€ D'INVESTISSEMENT

+10 Md€ **investissement public initial**

× 0,4 → +4 Md€ de valeur ajoutée / PIB cumulé*

≈ +1,7 Md€ de prélèvements potentiels si 43,6 % s'appliquait mécaniquement

*Illustration volontairement prudente : ce multiplicateur n'est pas une estimation du programme et le retour fiscal ne peut pas être appliqué mécaniquement au PIB.

RÈGLE ANTI-DOUBLE COMPTAGE

PIB ↑ ≠ recettes publiques équivalentes : le retour dépend des salaires, profits, consommation, importations, fiscalité et délais.

Le dossier ne compte comme retour que les recettes additionnelles réellement attribuables au programme.

AUDIT DU DOUBLE COMPTAGE

NE COMPTER QU'UNE FOIS CHAQUE EFFET ÉCONOMIQUE

POURQUOI LE DOUBLE COMPTAGE FAUSSE LE RETOUR

PIB ↑

→ emplois ↑ → salaires ↑ → consommation ↑ → TVA/cotisations/IR ↑

Si ces effets sont déjà intégrés dans le scénario de croissance,

ils ne peuvent pas être ajoutés une seconde fois comme des recettes autonomes.

Même logique pour les IDE : investissement → activité → emplois → recettes.

LES 3 CATÉGORIES DU DOSSIER

DÉJÀ COMPTABILISÉ	**effets déjà inclus dans un scénario existant** Ex. croissance → PIB → emplois → recettes
POTENTIEL	**effet possible, mais non intégré au total central** Ex. effet supplémentaire d'un IDE non déjà compté
NOUVEAU & ADDITIONNEL	**effet distinct, mesurable et ajouté une seule fois** Ex. économie de commande publique réellement récupérée

EXEMPLE CHIFFRÉ : +10 Md€ D'INVESTISSEMENT

+10 Md€ **investissement initial**

→ +4 Md€ de PIB dans une simulation à multiplicateur 0,4*

→ recettes à calculer à partir des bases fiscales réellement générées

Ne pas ajouter séparément : +emplois + salaires + TVA + cotisations si ces effets sont déjà issus des +4 Md€ de PIB.

*Illustration méthodologique uniquement : le multiplicateur n'est pas une prévision du programme. Les multiplicateurs varient selon le type de dépense et le contexte.

LES CHIFFRES DE RÉFÉRENCE 2025

PIB réel ≈ +0,9 % croissance en volume	RECETTES PUBLIQUES 1 561,6 Md€ +3,9 % sur un an	PRÉLÈVEMENTS OBLIGATOIRES 43,6 % du PIB contre 42,8 % en 2024
COTISATIONS EFFECTIVES 446,3 Md€ +13,9 Md€ en 2025	TAXES 882,0 Md€ +38,7 Md€	TVA ≈ +1,1 Md€ +0,5 % en 2025

RÈGLE D'OR DU DOSSIER

1 € D'EFFET ÉCONOMIQUE = 1 SEULE FOIS DANS LE RETOUR BUDGÉTAIRE

Croissance, IDE, emplois, salaires et fiscalité sont une chaîne : on ne transforme pas chaque maillon en recette indépendante.

MÉTHODE, SOURCES ET ENGAGEMENT

LA TRANSPARENCE COMME RÈGLE FINANCIÈRE

NOTRE ENGAGEMENT

« Chaque euro compte. »

Chaque économie doit être démontrée.

Chaque recette doit être additionnelle.

Aucun retour économique ne doit être compté deux fois.

Le financement final est présenté séparément des scénarios potentiels.

SOURCES OFFICIELLES

INSEE	PIB • recettes • prélèvements • comptes publics	Données macroéconomiques
MINISTÈRE DES FINANCES / BERCY	budget • fiscalité • commande publique • exécution	Données budgétaires et fiscales
COUR DES COMPTES	audits • contrôle • évaluation	Contrôle et vérification
COMMISSION EUROPÉENNE	cohésion • programmes européens	Financements UE
CLASSEUR MAÎTRE	20 chapitres • calculs • delta • financement	Source de consolidation du dossier

MÉTHODE DE CALCUL

1	BASE	chiffres repris des documents sources sans modification silencieuse
2	HYPOTHÈSE	projection explicitement séparée d'une donnée observée
3	CALCUL	formule, assiette et période identifiées
4	ADDITIONNALITÉ	une recette ou économie n'est comptée qu'une seule fois
5	AUDIT	écarts, corrections et cohérence des totaux contrôlés

PHOTO DE L'AUDIT FINANCIER

21 août 2026

1 333,34 Md€ budget final du programme

1,780 Md€ **marge de sécurité**

FINANCEMENT DE BASE : 0 € RESTANT À FINANCER

CLASSEUR MAÎTRE

QR code de travail

Référence : classeur maître financier

ENGAGEMENT FINAL

PAS DE CHIFFRE SANS SOURCE • PAS D'ÉCONOMIE SANS DÉMONSTRATION • PAS DE RECETTE SANS ADDITIONNALITÉ

Cette méthode permet de distinguer clairement données, calculs, hypothèses et résultats retenus.